



Conclusions principales

1. La pauvreté et l'exclusion sociale demeurent des obstacles majeurs dans la poursuite des objectifs de la stratégie Europe 2020 en matière de croissance inclusive

À l'échelle de l'Union européenne et dans la plupart des États membres, le chemin à parcourir pour atteindre les objectifs européens dans le domaine de l'emploi, de la pauvreté et de l'exclusion sociale est plus long que les années précédentes. En 2011, la pauvreté a augmenté dans la plupart des États membres et cette tendance semble se poursuivre. Malgré un regard accru sur la question de la pauvreté et de l'exclusion sociale, l'examen annuel de la croissance (EAC) et les recommandations par pays demeurent principalement axés sur une croissance économique fondée sur le rééquilibrage budgétaire et l'appui à la compétitivité.

2. La crise économique et les mesures appliquées pour y faire face aggravent les différences sur le plan des politiques d'état providence et de la protection sociale au sein de l'Union européenne. Les conséquences de ces mesures sont particulièrement visibles dans les pays du Programme

Tandis que les pays les moins touchés par les ajustements économiques et disposant de systèmes de couverture sociale plus établis entament des réformes de modernisation et de viabilité de leurs finances publiques, les pays les plus vulnérables recevant des aides financières de l'Union européenne (accordées par le mécanisme européen de stabilité) s'engagent dans des restrictions sévères portant atteinte au cœur de leurs systèmes de protection sociale, renforçant ainsi l'écart avec les premiers.¹ Par conséquent, les disparités en matière de niveaux de protection sociale s'aggravent et creuse l'écart entre l'Europe centrale et du Nord et l'Europe du Sud et ses régions périphériques.

3. La crise actuelle entraîne une hausse dramatique des inégalités et de l'exclusion sociale au sein des États membres et entre ces derniers

La conséquence de cette tendance pourrait être une fracture de la cohésion sociale non seulement entre les pays, mais également à l'intérieur de ces derniers. Étant donné que la cohésion sociale, au cours des décennies passées, était l'un des grands principes directeurs du processus européen d'intégration, cette tendance est très préoccupante. Pour corriger la situation, des mesures à long terme sont nécessaires, car le processus actuel ébranle les fondements d'une progression vers la construction d'une Europe fondée sur l'égalité des chances et la justice sociale.

4. Les réformes actuelles ont des conséquences négatives sur l'accès à la protection et aux services sociaux, en particulier pour les personnes les plus vulnérables

Dans les pays garantissant une protection sociale plus élevée, les personnes vulnérables doivent faire face à davantage de restrictions pour accéder aux prestations sociales (conditions d'attribution des prestations plus nombreuses, revenus plus faibles, etc.). Dans les pays où le niveau de protection sociale est inférieur (généralement le sud et les régions périphériques de l'Europe), l'exclusion sociale est plus forte et les systèmes de protection sociale, notamment les prestations sociales, ne permettent pas de couvrir les besoins individuels. Dans ce

¹ Caritas Europa, 2013, *L'impact de la crise européenne. Un rapport sur l'impact de la crise et des mesures d'austérité sur les populations, plus particulièrement en Grèce, en Irlande, en Italie, au Portugal et en Espagne*

contexte, de nombreuses personnes sont exclues non seulement du système économique, mais également des services publics.²

5. Il existe une détérioration croissante des conditions du marché du travail, caractérisée par des pertes d'emploi supplémentaires et une hausse du chômage

Dans de nombreux pays, l'ampleur du chômage et l'augmentation du nombre de sans-emploi entraînent un chômage structurel. La part du chômage de longue durée (plus de 12 mois) et chez les jeunes (15-24 ans) est en constante progression et atteint des niveaux inacceptables. Le nombre de jeunes ne travaillant pas, ne suivant pas d'études ou de formation, augmente considérablement. Cette situation pourrait mettre en péril l'employabilité des jeunes travailleurs, freinant la relance de l'emploi, principalement dans les États membres vulnérables.

6. La pauvreté des travailleurs et la précarité de l'emploi sont en augmentation

Les inégalités de revenu dues non seulement aux taux de chômage élevés, mais aussi à l'augmentation du nombre de CDD et d'emplois à temps partiel, aux bas salaires et au manque ou à l'absence de sécurité sociale et de prestations sociales (la flexibilité de l'emploi entraîne souvent la précarité de l'emploi) participent largement au nombre croissant de travailleurs pauvres. Les principaux concernés sont les jeunes qui, après une période de chômage, sont confrontés au risque de la pauvreté au travail.

7. De récentes données font état de niveaux élevés et de formes plus profondes de pauvreté et d'exclusion sociale affectant les enfants et les jeunes

Les enfants, les chômeurs de longue durée, les jeunes et les personnes peu qualifiées ont été particulièrement touchés par la crise. En 2011, au sein de l'Union européenne, 37,9 % des moins de 28 ans étaient dans l'incapacité de faire face à des dépenses financières imprévues³. Dans de nombreux pays, la pauvreté infantile devrait augmenter dans les années à venir, affectant tous les secteurs du développement de l'enfant et entraînant de graves conséquences à long terme. La pauvreté des jeunes et la transmission de la pauvreté aux jeunes sont une source de préoccupations majeures. Pour autant, ce point noir n'apparaît pas comme une priorité à l'échelle européenne et nationale.

8. La réduction ou le gel de certains services sociaux de base exacerbe les formes graves d'exclusion

Aujourd'hui, de nombreuses familles sont victimes d'une forte détérioration de leurs conditions de vie. Les mesures d'austérité amoindrissent la disponibilité et la qualité des services publics, essentiels aux personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale. La hausse des tarifs de certains services fondamentaux (santé, justice, logement) a des effets préjudiciables à long terme sur la dignité des personnes, leur employabilité et leur capacité à participer pleinement à la société.

9. De plus en plus d'immigrés doivent faire face au risque de pauvreté et d'exclusion sociale

Les gouvernements et l'Union européenne s'efforcent de rationaliser et de contrôler les flux migratoires. Certaines mesures impliquent des politiques d'immigration restrictives qui excluent un plus grand nombre d'immigrés des canaux officiels de l'emploi et des systèmes de protection sociale, et les entraînent vers des situations

² Caritas Europa, 2013, *Le futur de l'état providence. Une étude comparative dans les pays de l'Union européenne.*

³ Eurostat, 2013, *Incapacité à faire face à des dépenses financières imprévues (source : SILC).*

irrégulières. Une hausse de l'immigration clandestine entraînera probablement une recrudescence de l'exploitation au travail.

10. Malgré la place grandissante accordée aux questions relatives aux Roms dans les priorités de l'Union européenne, les réels progrès dans l'amélioration de leurs conditions de vie et opportunités demeurent limités

De nombreuses stratégies nationales relatives à l'inclusion des Roms nécessitent des améliorations sur le plan de la définition d'objectifs spécifiques, de la description de mesures concrètes et de l'attribution de ressources économiques suffisantes. À ce jour, elles n'ont pas d'impact réel ou positif sur les politiques nationales relatives aux Roms ou sur les conditions de vie de ces derniers. Certains pays continuent d'expulser des Roms natifs d'un pays de l'Union européenne sans leur garantir le droit à un logement décent et des opportunités de formation et d'emploi, en raison de restrictions temporaires.

11. Le niveau de dépenses des fonds européens est faible dans de nombreux pays et l'accès à ces fonds demeure limité pour les ONG

Les pays affichant des taux de chômage et d'exclusion sociale supérieurs font partie des pays où les dépenses des fonds communautaires sont les plus faibles. Cette situation préoccupe sérieusement Caritas Europa. Plusieurs États membres augmentent les fonds destinés à promouvoir l'inclusion sociale, actualisent leur planification et leur affectation en tenant compte de l'évolution des besoins sociaux. Malheureusement, ce n'est pas le cas dans beaucoup de pays. S'agissant des ONG, leur accès au FSE reste limité.

12. L'EAC 2013 se concentre encore sur des mesures visant à encourager la croissance économique, sans accorder suffisamment d'attention à la promotion des différentes mesures de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Même si l'EAC 2013 invite, pour la première fois, les États membres (i) à prévenir la pauvreté chez les enfants, (ii) à revoir les régimes fiscaux qui accentuent la distorsion de l'endettement des ménages et (iii) à fournir des soins abordables et de qualité aux enfants, elle n'accorde que peu d'attention aux mesures visant à réduire la pauvreté qui, pourtant, continue d'augmenter dans la plupart des États membres.

13. Parmi les recommandations par pays émises en 2013, très peu abordent la question de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Certaines pourraient même accroître ces deux fléaux

Même si certaines recommandations par pays peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale, la plupart d'entre elles sont insuffisantes, pas assez détaillées ou peuvent entraîner directement une aggravation de la pauvreté (en partie celles en lien avec les réductions budgétaires et la baisse des investissements publics). Certaines recommandations par pays peuvent avoir des conséquences positives ou négatives, selon la manière dont elles sont interprétées et mises en œuvre.

14. Les consultations menées par les États membres en vue d'élaborer leur programme national de réforme (PNR) sont absentes, limitées ou inefficaces

Ces déficiences en matière de consultation illustrent le fossé entre la société et les décideurs politiques, et contribuent à donner une image non démocratique de la manière dont sont conduits les processus et projets européens. Partant, le risque existe pour l'Union européenne d'être perçue comme une organisation éloignée des réalités des citoyens.

Recommandations clés

La stratégie Europe 2020 revendique la promotion d'une croissance intelligente, durable et inclusive. Pour autant, le pilier de la stratégie en matière d'inclusion sociale semble avoir été oublié. **Le processus de mise en œuvre de la stratégie, appelé le semestre européen, se concentre principalement sur les développements macroéconomiques, tandis que le thème de la pauvreté et ses implications ne comptent pas parmi les composantes macroéconomiques donnant lieu à un suivi.** Ce constat soulève plusieurs questions : *qu'est-ce que la pauvreté, s'il ne s'agit pas d'une composante macroéconomique ? Et qu'est-ce qu'une étude macroéconomique qui ne prend pas en considération la pauvreté ?*⁴ En outre, **les politiques préconisées devraient non seulement se concentrer sur les taux de chômage en croissance en Europe, mais également sur la réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale.** Ces deux objectifs de la stratégie Europe 2020 devraient être mis en œuvre en parallèle. La poursuite de l'un ne devrait pas être menée au détriment de l'autre.

En 2011, le *contre-rapport de Caritas Europa* soulignait le fait que les programmes nationaux de réforme abordaient en priorité l'économie, les ajustements budgétaires et les réformes structurelles, tendant à négliger les questions d'ordre social. En 2012, dans la 22e édition du rapport, Caritas Europa confirmait cette tendance dans l'ensemble du processus Europe 2020 (semestre européen) et, par conséquent, formulait des recommandations quant au processus de mise en œuvre de la stratégie Europe 2020 et de ses différents éléments.



Les recommandations ci-dessous sont émises en fonction des différents éléments du processus du semestre européen et ciblent les institutions et gouvernements de l'Union européenne qui jouent un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020.

Processus Europe 2020 et mécanismes de stabilité financière

Caritas Europa continue à penser que le semestre européen a la capacité de faire d'Europe 2020 une stratégie plus sensible aux enjeux sociaux. Dans ces conditions, en tenant compte de la pauvreté croissante en Europe, Caritas Europa formule les recommandations suivantes :

1. La lutte contre la pauvreté et l'exclusion devrait être plus visible dans l'ensemble du processus de mise en œuvre de la stratégie Europe 2020

L'EAC devrait se concentrer sur la pauvreté et l'exclusion sociale dans les mêmes proportions que pour les réformes économiques. Par ailleurs,

-  il devrait clairement établir que les priorités de l'Union européenne pour 2014 incluent des mesures visant à s'attaquer à la pauvreté croissante au sein des groupes suivants : **familles et enfants, migrants, jeunes, Roms et actifs.** En outre, il devrait promouvoir les politiques de lutte contre les causes de la pauvreté, en particulier **les emplois précaires, la diminution des prestations sociales, le gel de l'accès à des services sociaux.**
-  Les lignes directrices des PNR pour 2014 devraient inviter les États membres à présenter la manière dont ils interviennent ou prévoient d'intervenir pour traiter ces questions dans leurs politiques nationales.

⁴ Caritas Europa, 2013, *Le futur de l'état providence. Une étude comparative dans les pays de l'Union européenne.*

L'ensemble des pays devrait recevoir des **recommandations par pays** sur la pauvreté (en particulier ceux qui connaissent une hausse de la pauvreté ou une pauvreté supérieure à la moyenne européenne). Par ailleurs,

- les recommandations par pays concernant l'activation du marché du travail devraient inviter les États membres à mettre en œuvre des actions visant à **créer des emplois décents**.¹⁷ Les réformes du marché du travail encouragées par les recommandations par pays devraient être examinées afin de déterminer le risque de voir apparaître des emplois précaires ou faiblement rémunérés.
- **L'impact social des recommandations** (en particulier celles qui appellent à des mesures d'effort budgétaire) devrait être pris en compte dans le processus d'élaboration des recommandations par pays.

Les **PNR** devraient être plus détaillés dans les secteurs de la protection sociale et de l'inclusion sociale, avec une attention particulière plus explicite portée aux objectifs liés à la réduction de la pauvreté. Ils devraient présenter en détail la manière dont les politiques nationales reflètent les priorités de l'EAC en lien avec la réduction de la pauvreté.

2. Les pays du Programme devraient avoir la possibilité de progresser vers la réalisation des objectifs sociaux de la stratégie Europe 2020

L'aide financière impliquant des restrictions budgétaires et financières, il s'en suivra une réduction des services de base et des prestations sociales, lesquelles entraîneront une hausse de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Dans ce contexte, Caritas Europa émet les recommandations suivantes :

- Toute condition d'aide financière induisant l'abandon ou l'**affaiblissement de l'universalité des services de base existants devrait être écartée**, car une telle approche est contraire aux droits sociaux fondamentaux et représente une source d'aggravation de la pauvreté et des inégalités.
- **L'accès universel aux services de base et à un revenu minimum devrait être garanti** dans les pays du Programme, si nécessaire avec l'appui de l'aide accordée.
- **L'aide financière européenne devrait soutenir les mesures destinées aux investissements sociaux** y compris celles en faveur des enfants et des jeunes.
- Les pays bénéficiaires de l'aide financière européenne (les pays du Programme) devraient recevoir **un ensemble de recommandations par pays, au même titre que les autres pays**. Ces recommandations ne devraient pas être uniquement des demandes adressées aux États membres afin qu'ils mettent en œuvre le protocole d'accord pour ces pays.

Questions à traiter de manière urgente afin de renverser la tendance de la pauvreté croissante

Selon les statistiques européennes et les éléments de preuve rassemblés par les associations Caritas qui travaillent à l'échelon local, les enfants et les familles pauvres, les jeunes, les Roms et les migrants demeurent particulièrement touchés par la pauvreté et l'exclusion. Au cours des dernières années, leur situation s'est aggravée à la suite des réductions en matière de dépenses publiques destinées aux prestations sociales et aux services sociaux de base, et à la suite de la croissance du chômage et de l'augmentation du coût de la vie. En outre, avoir un emploi suffit de moins en moins à écarter la pauvreté. Par conséquent, les États membres devraient mettre en œuvre des

politiques visant à surmonter les obstacles ci-dessus, tandis que l'Union européenne devrait prioriser ces questions dans ses différents processus et ordres du jour.

3. **La question de la pauvreté des enfants et des familles devrait être une priorité dans le processus de la stratégie Europe 2020 et devrait être clairement présente dans les programmes du FSE**

Compte tenu de la **hausse continue** de la pauvreté chez les enfants, et à la lumière des conséquences dramatiques à long terme de ce fléau pour la société européenne, Caritas Europa émet les recommandations suivantes :

- La pauvreté infantile devrait être traitée par le biais de recommandations par pays spécifiques (en particulier dans les pays où les taux d'enfants particulièrement touchés par la pauvreté sont les plus élevés, ou dans les pays où les enfants sont plus affectés par la pauvreté que les autres groupes.)
- Les États membres devraient prévoir des mesures pour combattre la pauvreté chez les enfants et concentrer davantage leurs efforts sur l'aide à apporter aux enfants dans leurs PNR.
- Les programmes opérationnels du FSE devraient présenter la manière dont les États membres s'investissent dans la lutte contre la pauvreté infantile.
- La recommandation relative à l'investissement en faveur des enfants devrait être mise en œuvre et intégrée aux politiques nationales.

4. **Des mesures ciblées et détaillées sont nécessaires pour lutter contre la pauvreté chez les jeunes**

Compte tenu de la **pauvreté croissante chez les jeunes**, Caritas Europa émet les recommandations suivantes :

- Tant l'EAC et que les recommandations par pays devraient inviter les États membres à mettre en œuvre les mesures visant à assurer aux jeunes un emploi décent et de qualité.
- Les PNR devraient rendre compte des mesures particulières mises en place pour empêcher la pauvreté chez les jeunes, parmi lesquelles **la protection des jeunes chômeurs** qui participent à des programmes d'activation pour un retour sur le marché de l'emploi. En outre, les PNR devraient indiquer les mesures concrètes mises en place pour **faire obstacle à la précarité et à l'insécurité de l'emploi** chez les jeunes.
- Dans la mise en œuvre de l'*initiative pour l'emploi des jeunes*, les États membres devraient procéder à une évaluation ex ante des mesures telles que l'apprentissage et les stages afin de déterminer leur capacité à créer des emplois qui écarte la menace de pauvreté. Tout risque de créer des emplois précaires devrait être éliminé dans la mise en œuvre des projets du FSE.

5. **Des politiques efficaces destinées aux populations migrantes devraient être appliquées**

Compte tenu de la **confrontation permanente des migrants à la pauvreté et à l'exclusion sociale**, ainsi que la montée des comportements xénophobes observés dans toute l'Europe, Caritas Europa émet les recommandations suivantes :

La question de l'insertion des migrants devrait être intégrée aux politiques afin de permettre l'adoption d'une approche globale pour répondre aux besoins de cette population. Parmi les mesures à mettre en place, il conviendrait de :

- simplifier, pour les migrants, l'accès au système de santé, au logement et aux services sociaux, et d'instaurer des programmes spécifiques destinés aux primo-arrivants,
- d'engager des programmes d'éducation et des programmes d'activation pour un retour sur le marché du travail, de simplifier la reconnaissance des qualifications officielles fondée sur les compétences acquises.
- L'Union européenne devrait surveiller étroitement la mise en œuvre de la législation anti-discrimination.
- Les États membres devraient garantir aux migrants en situations irrégulières un accès aux droits fondamentaux dans les secteurs de la santé et de l'éducation, ainsi qu'en matière de consultation.

6. La recommandation relative à des mesures efficaces d'intégration des Roms devrait être appliquée

Une part importante de la population rom continue à souffrir d'extrême pauvreté et d'exclusion sociale en Europe. Dans ce contexte, Caritas Europa émet les recommandations suivantes :

- Le Conseil devrait approuver la recommandation relative à des mesures efficaces d'intégration des Roms dans les États membres.
- La Commission européenne devrait contrôler l'efficacité de son application, y compris l'utilisation optimale des instruments de l'Union européenne (directives européennes, politiques et fonds), ainsi que la mise en œuvre efficace des stratégies nationales d'intégration des Roms.
- La Commission devrait contrôler l'introduction de mesures ciblées dans les secteurs de l'emploi, de l'éducation, de la santé et du logement dans les programmes opérationnels des fonds de l'Union européenne pour 2014-2020.

7. Les politiques mises en œuvre ne devraient pas susciter la création de conditions propices à la pauvreté des travailleurs et à la segmentation du marché du travail

Compte tenu du renforcement de la segmentation du marché du travail et de l'accroissement de la pauvreté des travailleurs, Caritas Europa émet les recommandations suivantes :

- Faire obstacle aux emplois précaires devrait être un **élément central des politiques de l'emploi au niveau national et européen.**
- Dans ce contexte, la Commission, en présentant ses **priorités dans le cadre de l'EAC pour une reprise créatrice d'emplois et l'amélioration de l'employabilité des personnes**, devrait souligner l'importance de la création d'emplois décents visant à prévenir la pauvreté.
- Par conséquent, les recommandations par pays devraient inviter les États membres à traiter (lorsque cela s'avère pertinent) les questions **de salaires minimums, de réduction des emplois précaires, de prédominance des CDD et des emplois à temps partiel, de tentatives de remplacement des emplois par des mesures d'activation du marché du travail** telles que l'apprentissage. Dans la mise en œuvre des projets du FSE visant à créer des emplois, il serait indispensable d'éliminer le risque de générer des emplois précaires.

Investissements sociaux et fonds de l'Union européenne

8. Il est urgent d'entreprendre des initiatives en matière d'investissements sociaux pour neutraliser l'impact négatif des ajustements budgétaires

Compte tenu des inégalités croissantes et des effets négatifs des mesures d'austérité, en particulier dans les pays bénéficiant de l'aide financière de l'Union européenne, Caritas Europa émet les recommandations suivantes :

- Des **initiatives en matière d'investissements sociaux** au sein des États membres devraient être entreprises pour faire obstacle aux conséquences des ajustements financiers.
- Les initiatives appuyées par **les fonds de l'Union européenne et la Banque européenne d'investissement** et promues dans les différents processus de l'Union européenne, devraient avoir pour objectif la protection des dispositifs sociaux existants au sein de l'état providence et le renforcement des piliers du modèle social européen.
- Parmi les différentes mesures à mettre en place, la création d'**emplois de qualité** devrait être une priorité, à l'instar d'initiatives visant à renforcer les **entreprises d'économie sociale** et les services sociaux d'intérêt général, et à consolider le **rôle du secteur non lucratif dans la création de différentes formes d'emploi** pour les personnes exposées au risque de pauvreté et d'exclusion sociale.

9. La Commission européenne devrait prendre les mesures nécessaires pour garantir la mise en œuvre du train de mesures sur les investissements sociaux au niveau national

Compte tenu de l'importance des **priorités du train de mesures sur les investissements sociaux**, il est essentiel d'en garantir la bonne mise en œuvre au niveau national. Par conséquent, Caritas Europa émet les recommandations suivantes :

- La Commission devrait prendre les mesures nécessaires pour garantir que le train de mesures sur les investissements sociaux est intégré aux priorités spécifiques de l'EAC. Les réformes promues par les recommandations par pays devraient inclure des recommandations concrètes visant à mettre en œuvre le train de mesures sur les investissements sociaux.
- Les évolutions concernant la mise en œuvre du train de mesures sur les investissements sociaux devraient être communiquées par le biais des PNR.
- La mise en œuvre du train de mesures sur les investissements sociaux devrait être appuyée par les fonds structurels de l'Union européenne, en particulier le FSE.

10. Davantage de fonds de l'Union européenne devraient être dégagés afin de réduire la pauvreté et favoriser l'intégration sociale

Compte tenu du faible niveau des **dépenses du FSE** et des difficultés rencontrées par les ONG pour accéder aux fonds de l'Union européenne, Caritas Europa émet les recommandations suivantes :

- Afin d'éviter le désengagement dans l'actuelle période de programmation, les fonds non dépensés devraient être **réattribués à des programmes visant à favoriser l'emploi et l'intégration sociale**, notamment parmi les groupes de

personnes les plus vulnérables.

- ➔ Étant donné les restrictions appliquées aux services sociaux et à l'aide aux plus défavorisés, **la part du FSE dans les politiques de cohésion et l'appui en faveur de la réduction de la pauvreté dans les programmes du FSE devraient être garantis aux plus hauts niveaux.**
- ➔ La Commission européenne devrait adopter une approche cohérente pour traiter les questions relatives à la réduction de la pauvreté et à l'intégration sociale au cours des négociations des programmes opérationnels pour la période 2014-2020. Les causes et les **facteurs de pauvreté chez les enfants, les familles, les jeunes, la population active** ainsi que chez les Roms et les migrants devraient être traités de manière prioritaire dans les programmes.
- ➔ L'utilisation des **fonds européens à des fins de mise en œuvre des recommandations par pays sur la pauvreté et l'inclusion sociale, et des priorités du train de mesures sur les investissements sociaux** devrait être contrôlée de manière appropriée à la fois par le processus de contrôle du fonds européen et le semestre européen.
- ➔ Les États membres devraient, par tous les moyens, simplifier le processus de mise en œuvre du fonds européen, notamment par le biais d'opérations simplifiées et autres, comme prévu dans le projet de règlement.
- ➔ **Le rôle des organisations de la société civile, en tant que partenaires fiables, devrait être reconnu** dans le processus de planification et les programmes opérationnels, ainsi que dans la mise en œuvre des fonds européens visant à aider les groupes vulnérables.

Le rôle de la société civile dans le processus Europe 2020

11. Le processus de dialogue avec la société civile devrait être amélioré

Au regard de la perte de confiance des citoyens envers l'Union européenne et du manque de consultation de la part des États membres dans l'élaboration de leurs PNR, Caritas Europa recommande

- ➔ d'améliorer les méthodes participatives et d'accorder le temps nécessaire aux parties prenantes pour intervenir dans la consultation du processus du semestre européen,
- ➔ d'établir des structures permanentes de consultation et de participation, y compris de constituer des groupes composés de plusieurs parties prenantes, afin de créer des processus de dialogue productifs, allant au-delà du partage d'informations, vers une pleine participation,
- ➔ de faciliter le dialogue permanent entre la Commission, les États membres et les organisations de la société civile dans le cadre de la préparation et de l'adoption des PNR et de l'EAC.